



**PRÉFET  
DE TARN-ET-GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot  
2 quai de Verdun  
82000 Montauban

Montauban, le 18/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TEYSSIER SARL**

404 Avenue du 11 Novembre  
40250 Souprosse

Références : JR/2024-0660  
Code AIOT : 0006804776

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/05/2024 dans l'établissement TEYSSIER SARL implanté Route de trixe 82710 Bressols. L'inspection a été annoncée le 17/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TEYSSIER SARL
- Route de trixe 82710 Bressols
- Code AIOT : 0006804776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise est spécialisée dans le lavage et le nettoyage de véhicules, notamment de poids lourds et de citernes alimentaires et chimiques.

Le site implanté sur la commune de Bressols est soumis au régime de l'autorisation au titre de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN24 PFAS

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
7	Autosurveillance des rejets aqueux dans GIDAF	AP Complémentaire du 21/11/2019, article 3-3	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
2	Réalisation des campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3	Sans objet
3	Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
4	Exigences pour le prélèvements	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
5	Précisions des mesures	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a réalisé les trois campagnes d'analyses PFAS dans les rejets aqueux de son site. Les résultats ont été transmis mais doivent être commentés. L'exploitant doit également communiquer les résultats d'autosurveillance de ses rejets pour les mois d'avril et mai 2024.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<b>Prescription contrôlée :</b>
L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er établit, sous trois mois, la liste des

<p>substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique avoir travaillé sur la recherche de substances perfluoroalkylées (PFAS) supplémentaires à analyser mais qu'il n'a pas identifié de PFAS spécifiques à son activité et qui pourraient être présents dans ses rejets en plus de ceux déjà recherchés de manière générique. L'exploitant explique qu'il ne fait pas usage lui-même de substances pouvant contenir des PFAS dans les produits qu'il emploie pour la lavage des citernes. L'analyse des fiches de données de sécurité des produits contenus dans les citernes lavées au sein de l'établissement ne donnent pas d'informations pertinentes sur la présence ou l'absence de PFAS particuliers. L'exploitant a donc fait procéder à la recherche de l'ensemble des PFAS mentionnés dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 dans le rejet aqueux de son établissement.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 2 : Réalisation des campagnes d'analyse

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exhaustivité des paramètres analysés et échéances</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1er réalise une campagne d'identification et d'analyse des substances PFAS sur chaque point de rejets aqueux de l'établissement, à l'exception des points de rejet des eaux pluviales non souillées. Les émissaires d'eaux de ruissellement des zones où ont été utilisées des mousses d'extinction d'incendie en quantité significative sont également concernés par cette campagne, ainsi que ceux d'eaux contaminées par des PFAS d'une manière plus générale.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a fait réaliser trois campagnes d'identification des PFAS sur ses effluents aqueux au niveau d'un canal constituant l'unique point de rejet de ses installations. Les campagnes se sont successivement déroulées du 5 au 6 décembre 2023, du 9 au 10 janvier 2024 et du 6 au 7 février 2024. L'ensemble des 28 PFAS listés dans l'arrêté du 20 juin 2023 et l'indice AOF (Fluor organique adsorbable) ont été analysés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Qualifications pour réaliser les campagnes d'analyse

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Accréditation des organismes mandatés</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les mesures (prélèvement et analyse) des substances mentionnées au 2° de l'article 3 et les prélèvements des substances mentionnées au 3° de l'article 3 sont effectués par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les campagnes de mesures ont été réalisées par le laboratoire départemental 31 pour le prélèvement et les paramètres physico-chimiques et par le laboratoire Innovalys pour l'analyse des PFAS.</p> <p>Ces deux laboratoires sont accrédités COFRAC.</p> <p>Le détail des opérations réalisées sous le couvert de l'accréditation ainsi que les méthodes employées sont présentés dans les bulletins d'analyse en annexe des rapports présentés par l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Exigences pour le prélèvements

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Exigences pour le prélèvement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives de l'activité normale de l'installation.</p> <p>Les prélèvements sont effectués au(x) point(s) de rejet aqueux avant toute dilution avec d'autres effluents.</p> <p>Les prélèvements sont réalisés pour les substances énumérées à l'article 3 à partir d'un échantillonnage réalisé sur une durée de 24 heures. Dans le cas où il est impossible d'effectuer un prélèvement proportionnel au débit de l'effluent, un prélèvement asservi au temps ou des prélèvements ponctuels, si la nature des rejets le justifie, sont réalisés. L'exploitant justifie alors cette impossibilité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant indique que l'activité du site était normale les jours de prélèvement, sans que cela puisse influencer sur les résultats.</p> <p>L'eau rejetée après traitement s'écoule de manière continue à la sortie d'un bassin tampon de 50 m<sup>3</sup>, avec un temps de séjour d'environ une semaine, indépendamment de l'activité du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Précisions des mesures

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Respect des limites de quantification</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour l'utilisation de la méthode indiciaire (AOF) mentionnée au 1° de l'article 3, une limite de quantification de 2 µg/L est respectée.</p> <p>Pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3, une limite de quantification de 100 ng/L est respectée.</p> <p>Si une substance PFAS n'est pas quantifiée ou quantifiée à une concentration inférieure à 100 ng/L, la mention « non quantifiée » est précisée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate dans le rapport d'analyses transmis par l'exploitant pour les trois campagnes de recherche de PFAS le bon respect des limites de quantification, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 2 µg/l pour l'indice AOF (Fluor organique adsorbable),</li> <li>- 0,10 g/l pour chacune des substances PFAS mentionnées au 2° et au 3° de l'article 3 de l'arrêté du 20 juin 2023.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Déclaration des résultats GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Restitution des résultats sur GIDAF</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis via l'application GIDAF les trois rapports des campagnes d'analyses PFAS. L'inspection relève que n'ont été transmis que les seuls résultats d'analyse, sans commentaires associés, notamment concernant la détection des molécules suivantes:</p> <p>1ère campagne : Acide perfluoro-n-octanoïque (PFOA) : 0,031 g/l</p> <p>2ème campagne : Acide perfluoro-2-propoxypropanoïque (HFPO-DA) : 0,028 g/l</p> <p>3ème campagne : Acide perfluoro-n-octanoïque (PFOA) : 0,023 g/l</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une version commentée des résultats des trois campagnes d'analyses réalisées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 30 jours</p>

#### N° 7 : Autosurveillance des rejets aqueux dans GIDAF

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 21/11/2019, article 3-3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

ARTICLE 3.4:

[...]

Les résultats des mesures et analyses visées au point 3.5.2. sont télédéclarés par l'exploitant, directement sur Internet via l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Auto-surveillance Fréquente) consultable à l'adresse "<https://gidaf.developpement-durable.gouv.fr/>"

**Constats :**

L'inspection constate que les mesures d'autosurveillance des rejets aqueux du site n'ont pas été transmises dans l'application GIDAF (Gestion Informatisée des Données d'Autosurveillance Fréquente) pour les mois d'avril et de mai 2024.

L'inspection demande à l'exploitant de verser les rapports d'analyses manquants dans l'application GIDAF, et de lui justifier le retard de transmission.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 30 jours